CSAL DU 12/01/2023

En contradiction et sans concertation

Monsieur le Président,

Nous assistons ce jour au premier CSA de l' histoire dans un climat explosif.

-Au niveau économique avec des taux d' inflation exponentiels, qui placent en souffrance de nombreux agents de notre administration.
-Au niveau social avec une réforme des retraites présentée ce mardi, symbole d' une régression sans précédent dans le contexte actuel. Avec ce projet, les catégories les plus modestes et précaires seront les plus fortement touchées et les personnes proches de la retraite le plus rapidement !

Au niveau DGFIP, cette année 2023 s'est engagée sous de bien tristes auspices, avec notamment les conséquences de la loi de finances, qui frappe une fois encore notre direction en matière de suppressions d'emplois. Sur ce point, nous réaffirmons que pour Solidaires Finances Publiques aucune suppression d'emplois n'est légitime. C'est pour cette raison que nous ne participerons pas au CSAL dédié car nous ne pouvons apporter le moindre crédit à votre vision déstructurante et mortifère de la DGFiP, de ses missions, de ses structures et des conditions de travail de ses agents et agentes.

Des lors, la déclinaison actée par la Direction locale des suppressions d'emploi ne relève que de votre seule responsabilité, mais sachez que rien dans les faits, rien dans les realités des services, rien dans l'exercice des missions, rien dans les attentes des usagers, rien dans les logiques de chaînes de travail, rien en matière d'amélioration des conditions de travail, ne justifie vos arbitrages.

L'annonce du PLF que vous avez reportée au 19/01 va consacrer la suppression de 11 emplois B et C dans notre département. Les catégories de personnels les plus touchées par l' augmentation du coût de la vie seront aussi les plus impactées, en termes de suppression de postes au niveau de la Ddfip 05. Une mesure de « justice sociale »qui viendra « crucifier » les agents les plus investis (et les moins reconnus) au sein de notre ministère, mais qui sera sublimée en local par la création d'un Afip qui a lui tout seul pourra compenser la disparition de nos forces vives et une saignée sans précédent sur ces dernières années au niveau des emplois dans les Hautes Alpes.

Une première grande contradiction les agents aux qualités régulièrement exposées dans ces instances seront donc les principales victimes du plan social que vous présenterez prochainement.

Le CSAL du jour présente le Com 2023/2027, aboutissement de la stratégie de communication initiée par le remue méninges. Les agents ayant participé à cette concertation n'ont vu quasiment aucune de leur proposition retenue. Comment ont été défendues les conclusions des agents du 05, car au final cette pseudo concertation laissera le goût amer d'avoir été floué une fois de plus.

Pour la question des travaux, l'impréparation et le manque de concertation sont hélas à déplorer. Des chefs de service découvrent en réunion des solutions improvisées de dernière minute qui les placent en porte à faux auprès des personnels. Les personnels sont placés dans l'incertitude, sans réflexion sur les locaux, les besoins, les liaisons ou le devenir de certains services, et sans la possibilité de se projeter sur leurs conditions de travail des deux prochaines années.
La notion de ratio en termes de mètres carrés a disparu et la problématique Covid est évacuée.
La neuvième vague est une vaguelette et la politique de sensibilisation sur le plan sanitaire semble avoir disparu des écrans radars.
Le Co working et Flex Office que vous aviez écartés des probabilités organisationnelles mises en place (au mois d Avril 2022) sont désormais des thèmes abordés sans la moindre retenue.
Pour les locaux syndicaux, la concertation promise en séance le 17/11 dernier n'a tout simplement pas eu lieu, et les Os devront (sauf retournement de situation) « débarrasser le plancher »de la cité Desmichels avant la fin du mois de janvier au cœur d'une actualité brûlante.
La disparition des OS au cœur de la cité, où évolue la majorité des personnels viendra couper un peu plus le lien de proximité et d' échange avec les agents, à l' heure ou un autre interlocuteur via le médecin de prévention a disparu du paysage .
Comme le chantait l' intemporel Dutronc « Mais qui se soucie de nous (ensemble des personnels) pas vous »

Pour la situation de Briancon nous laisserons la main à nos camarades de la CGT à l initiative du sujet, mais nos visites du 20/10 et 29/11 derniers pointaient déjà certains sujets saillants, avec la aussi contradiction et absence de concertation.

Dans le paysage de la Ddfip 05, les langues se délient. Les responsables, qui doivent annoncer suppressions de poste, travaux contraignants et coupures électriques dans un contexte éclaté et morcelé, avec la farce du remue méninges font preuve de leurs états d' âme de plus en plus fréquemment.

Les personnels essorés par les réformes et suppressions de poste dans un contexte financier préoccupant refusent pour partie les vieilles ficelles de la communication en posant sur des séances de « shooting photo »révolues pour Ulysse 05.

Ce premier CSA est donc préoccupant et nous sommes à mille lieux des quelques espoirs entrevus lors de votre arrivée en Septembre 2021.